



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 20 février 2024

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

**2024 - 08 RESSOURCES HUMAINES – MUTUALISATION DES SERVICES TECHNIQUES
CREATION D'UN SERVICE COMMUN POUR LE SERVICE PARC AUTOMOBILE
ENTRE LA VILLE DE GRASSE
ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 12 février 2024, s'est réuni le mardi 20 février 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Monsieur Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Madame Dominique BOURRET
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Mekia Noura ADDAD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Madame Dominique BOURRET à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Mekia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 5 décembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 19 VALLON DE RASTIGNY
PROTOCOLE TRANSACTIONNEL ENTRE LA VILLE DE GRASSE,
LA CAPG, LES SOCIETES ALDI ET IMMALDI**

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2024 - 08

DU 20 FEVRIER 2024

**RESSOURCES HUMAINES – MUTUALISATION DES SERVICES TECHNIQUES
CREATION D'UN SERVICE COMMUN PORTANT LE SERVICE PARC AUTOMOBILE
ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de sa volonté de développer les pratiques des mutualisations, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est rapprochée de la ville de Grasse afin d'amorcer une nouvelle étape de mutualisation, celle du service parc automobile. En effet, après un recensement opéré auprès des communes membres de la CAPG, une majorité d'entre elles ont indiqué être vivement intéressées par la création d'un service commun spécialisé dans l'entretien et les réparations mécaniques de véhicules.

Aussi, dans le prolongement de la mutualisation des services techniques, il est envisagé la création d'un nouveau service commun pour le service parc automobile entre la Communauté d'Agglomération, la ville de Grasse et les communes membres intéressées, dont le portage serait modifié pour être attribué à la CAPG.

Il est de fait proposé au Conseil municipal d'approuver et d'autoriser la conclusion d'une convention constitutive du service commun pour le service parc automobile entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la ville de Grasse à compter du 1^{er} avril 2024, auquel l'ensemble des communes pourra par la suite adhérer.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction des ressources humaines		

Madame Valérie COPIN expose :

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 188 du 6 décembre 2022 de la commune de Grasse, relative à la création d'un service commun des services techniques entre la commune de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° 189 du 6 décembre 2022 de la commune de Grasse, relative à la création d'un service commun relatif aux services opérationnels pour les services du parc automobile et des espaces verts entre la commune de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°9 du conseil municipal du 20 février 2024 approuvant la modification du périmètre du service commun – « services opérationnels » porté par la commune de Grasse, en écartant les services relatifs au parc automobile ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial de la ville de Grasse en date du 21 novembre 2023 ;

Vu la fiche d'impact décrivant les effets sur l'organisation et les conditions de travail pour les agents du service commun des services techniques ;

Considérant la volonté commune de la ville de Grasse et de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de développer les pratiques des mutualisations pour obtenir plus d'efficacité, d'optimisation et de qualité du service partagé entre les services communaux et communautaires dans un esprit, solidaire, collaboratif et de volontariat ;

Considérant que depuis plusieurs années, consciente des enjeux que revêtent ces pratiques de mutualisation, la ville de Grasse a déployé plusieurs dispositifs avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, le Centre Communal d'Action Sociale, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, la Régie des parkings grassois, etc. ;

Considérant que pour cette nouvelle mandature, une des orientations souhaitée est d'amorcer une nouvelle étape structurante de mutualisation, celle des équipes des services techniques ;

Considérant que mutualiser des services techniques comporte de nombreux enjeux, en particulier en matière de qualité de services rendus aux usagers mais aussi aux communes et d'optimisation des ressources ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2023, la création d'un service commun des services techniques entre la commune de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est effective et que les résultats sont satisfaisants ;

Considérant qu'à l'issue de l'étude de recensement menée auprès des 23 communes de l'agglomération du Pays de Grasse, 12 communes ont manifesté un intérêt pour l'utilisation d'un service commun spécialisé dans l'entretien et les réparations mécaniques de véhicules ;

Considérant que la mise en place de ce nouveau projet de mutualisation est de nature complexe et qu'un processus de mutualisation exige des phases de concertation et des actes préparatoires conséquents dont l'élaboration des fiches d'impact, il a été proposé, afin d'accompagner les agents concernés dans ce processus, de procéder en deux étapes ;

Considérant que le service commun portera sur le service du parc automobile ayant pour mission principale l'entretien et les réparations mécaniques de véhicules ;

Considérant qu'en application du L5211-4-2 du CGCT, les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou partie du service commun sont transférés de plein droit à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) ;

Considérant qu'en application de ce même article, les fonctionnaires et agents non titulaires qui ne remplissent pas en totalité leurs fonctions au sein du service ou partie du service commun sont de plein droit mis à disposition à l'EPCI à fiscalité propre ;

Considérant qu'au jour de sa création, le service commun pour le service du parc automobile serait composé de 8 agents de la ville de Grasse concernés par un transfert ;

Considérant qu'une fiche d'impact, obligatoire en cas de constitution de service commun, a été élaborée décrivant les impacts sur les conditions et l'organisation de travail des agents concernés par ce service commun, est annexée à la convention constitutive du service commun ;

Considérant que les modalités de remboursement d'utilisation de ce service commun par la commune signataire ont été définies, notamment par la détermination d'une unité de fonctionnement dont le détail est précisé dans le projet de convention joint en annexe ;

Considérant que conformément à l'article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention doit être formalisée afin de fixer les modalités de création et de fonctionnement de ce service commun, notamment, régler les effets sur la situation des agents, la gestion du service, les modalités de remboursement ainsi que les conditions de suivi desdits services, dont le projet est joint à la présente délibération ;

La commission « Optimisation et performance des moyens et ressources » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 30 janvier 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de la constitution d'un service commun pour le service parc automobile entre la ville de Grasse et la CAPG ;
- **PROPOSER** que ledit service commun soit géré par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- **ACCEPTER** le transfert de 8 agents de la commune de Grasse à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de ce service commun, conformément aux articles L 5211-4-2 du CGCT ;
- **APPROUVER** les modalités et conditions générales du projet de convention constitutive du service commun des services techniques, joint en annexe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention constitutive du service commun des services techniques jointe en annexe, ainsi que tous les documents nécessaires concourant à la mise en œuvre du service commun ;
- **DE DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget primitif 2024 et suivants.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **21 FEV. 2024**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **21 FEV. 2024**

